

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**MY MONEY BANK**

Etablissement de crédit agréé en qualité de banque  
 Société Anonyme au capital de 276 154 299,74 €  
 Siège social : Tour Europlaza – 20 avenue André Prothin 92063 Paris La Défense cedex  
 784 393 340 - R.C.S. Nanterre

*Comptes annuels au 31 décembre 2017*  
*Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018*

**I. — Bilan**

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Caisse, banques centrales, C.C.P.		13 948	35 380
Créances sur les établissements de crédit	14-15	388 348	73 554
A vue		170 835	2 033
A terme		217 513	71 521
Opérations avec la clientèle	14-15-16-17	460 491	1 130 148
Autres concours à la clientèle		454 443	822 853
Comptes ordinaires débiteurs		6 048	307 295
Obligations et autres titres à revenu fixe	14-15-18-29	659 693	237 664
Participations et activité de portefeuille	19-20-27-29	133	125
Parts dans les entreprises liées	19-20-27-29	59 600	126 512
Crédit-bail et location avec option d'achat	22	139 879	132 668
Immobilisations incorporelles	20	2 460	3 597
Immobilisations corporelles	20	2 705	1 898
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	23	23 865	12 513
Comptes de régularisation	24	22 755	20 116
Total de l'actif		1 773 877	1 774 175

Passif	Notes	Après répartition (1) au 31.12.17	Avant répartition	
			Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dettes envers les établissements de crédit	14-15	86 669	86 669	5 970
A vue		81 669	81 669	5 970
A terme		5 000	5 000	-
Comptes créditeurs de la clientèle	14-15	1 149 755	1 149 755	1 027 150
Autres dettes		1 149 755	1 149 755	1 027 150
A vue		1 303	1 303	1 616
A terme		1 148 452	1 148 452	1 025 534
Dettes représentées par un titre	14-15	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables				
Emprunts obligataires		-	-	-
Autres passifs	23	44 293	44 293	44 991
Comptes de régularisation	24	58 253	58 253	51 273
Provisions	25	78 198	78 198	151 462
Dettes subordonnées	14-15	-	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (Provision pour investissement)	26	-	-	-
Capitaux Propres hors FRBG		356 709	356 709	493 329
Capital souscrit	26	276 154	276 154	594 078
Primes d'émission	26	28 474	28 474	136 442
Réserves	26	52 081	24 180	22 141
Provisions réglementées et subventions d'investissements	26	-	-	-
Report à nouveau	26	-	-	-90 644
Résultat de l'exercice	26	-	27 901	-168 688
Total du passif		1 773 877	1 773 877	1 774 175

Hors bilan (1)	Au 31.12.17	Au 31.12.16
<b>Engagements donnés</b>	70 575	93 845
Engagements de financement	70 575	93 845
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle (1)	70 575	93 845
Engagements de garantie	-	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	-	-

Engagements d'ordre de la clientèle	-	-
<b>Engagements reçus</b>	46	250 049
Engagements de financement	-	250 000
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	250 000
Engagements de garantie	46	49
Engagements reçus d'établissements de crédit	46	46
Engagements reçus de la clientèle	-	3

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent essentiellement aux ouvertures de crédits consenties sous forme de comptes courants dits "disponibles" ou "permanents".

## II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	02	72 505	105 446
Intérêts et charges assimilées	02	-20 415	-72 227
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	03	56 142	55 757
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	03	-46 004	-44 642
Revenus des titres à revenu variable	04	-	1
Commissions (produits)	05	14 578	21 713
Commissions (charges)	05	-21 385	-20 441
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-130	51
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	544	-
Autres produits d'exploitation bancaire	07	40 834	22 782
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-37 441	-72 065
Produit net bancaire	10	59 228	-3 625
Charges générales d'exploitation	08	-102 721	-144 924
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-2 033	-2 282
Résultat brut d'exploitation		-45 526	-150 831
Coût du risque	09-10	66 677	18 481
Résultat d'exploitation		21 151	-132 350
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	11	-155	-34 660
Résultat courant avant impôt		20 996	-167 010
Impôt sur les bénéfices	12	6 905	-4 252
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	13	-	2 574
Résultat net		27 901	-168 688

## Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(En euros)	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	594 078 024	594 078 024	594 078 024	594 078 024	276 154 300
Nombre des actions ordinaires existantes	38 955 936	38 955 936	38 955 936	38 955 936	43 284 373
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffres d'affaires hors taxes	341 612 645	295 592 995	262 883 612	207 237 807	186 930 309
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	6 107 093	-71 328 337	-83 806 019	-164 203 067	-122 513 341
Impôt sur les bénéfices	3 620 773	-	-	-	-
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice	-	-	370 833	375 500	501 031
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-23 564 275	-19 425 310	-52 418 678	-168 687 926	27 900 459
Résultat distribué	-	-	-	-	-
<b>Résultats par action des commanditaires</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	0,06	-1,83	-2,16	-4,22	-2,84
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-0,60	-0,50	-1,35	-4,33	0,64
Dividende net attribué à chaque action	-	-	-	-	-
Avoir fiscal	-	-	-	-	-
<b>Personnel (1)</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	933	864	753	641	522
Montant de la masse salariale de l'exercice	49 005 792	53 508 465	48 115 709	42 406 322	32 265 845
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	24 764 423	25 660 598	23 764 110	20 791 243	16 807 401

(1) Seul personnel juridiquement affecté à My Money Bank, à l'exclusion du personnel de ses filiales.

## III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2017 est un bénéfice de de 27 900 459,13 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

- à la réserve légale pour un montant de	1 395 022,96 euros
- à titre de dividendes pour un montant de	26 505 436,17 euros

Ainsi, chacune des 43 284 373 actions composant le capital social au 31 décembre 2017 recevra un dividende de 0,61 par action.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte que la société a procédé à une première distribution de prime lors de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017, à hauteur de 37.000.000 euros. Une seconde distribution de dividendes d'un montant de 1.624.623,00 euros a été décidée lors de l'Assemblée Générale du 12 juillet 2017, s'inscrivant dans la continuité de la stratégie de la Société.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge de 130 875 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

[...]

#### IV. — Annexes

Note 1 – notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2017

##### Principales règles d'évaluation et de présentation

#### 1. Présentation des comptes

Les comptes individuels de MY MONEY BANK (ci-après « MMB ») ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

#### 2. Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2017 a été marqué par les événements significatifs suivants :

##### 1. Changement de contrôle au 28 mars 2017 et modifications juridiques associées.

Jusqu'au 28 mars 2017, la société, sous son appellation GE Money Bank était une filiale de la société holding française GE Capital SAS – (« GEC SAS »), elle-même filiale de GE Capital International Holding Limited soumise à la réglementation bancaire britannique, elle-même filiale de GE Capital Global Holding LLC soumise à la réglementation bancaire américaine.

Depuis le 28 mars 2017, GE Money Bank, devenue My Money Bank, est une filiale de Promontoria MMB SAS, compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus et soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

La demande de changement de contrôle de My Money Bank (anciennement GE Money Bank) a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne.

Le changement de contrôle s'est accompagné :

- De la filialisation à 100% des entités d'outre-mer (SOREFI, Somafi-Soguafi et SOCALFI) sous My Money Bank avec changement de contrôle associé.
- De la transformation de la société en commandite par actions, en société anonyme à conseil d'administration, avec augmentation corrélative du capital social de 27,6 millions d'euros par incorporation de prime d'émission, pour compenser la perte des droits sociaux de l'associé commandité.
- De la mise en place d'une nouvelle gouvernance, confirmation des dirigeants effectifs et nomination des nouveaux membres du conseil.
- Du changement de dénomination sociale de GE Money Bank, devenue My Money Bank

##### 2. Transfert à GEC SAS de la participation détenue dans le capital de GE SCF

GE SCF, filiale de crédit foncier de GE Money Bank, n'entrant pas dans le périmètre du projet de changement de contrôle en faveur de Promontoria MMB S.A.S, My Money Bank (ex GE Money Bank S.C.A) a cédé le 9 mars 2017 à GEC SAS, la totalité des droits sociaux qu'elle détenait en sa qualité d'associé commandité et de la totalité des actions détenues en sa qualité d'associé commanditaire, par voie de réduction de son capital social par annulation d'actions et remise à GEC SAS, en remboursement de sa perte dans le capital social de GE Money Bank, des titres composant le capital social de GE SCF pour un égal montant.

##### 3. Opérations de titrisation de type « ABS » (RubyOne, EmeraldOne, DiamondOne, SapphireOne Auto – 2017-1).

Dans le cadre de la mise en place de son dispositif de refinancement post changement de contrôle, la société participe depuis mars 2017, avec les entités d'outre-mer à trois opérations de titrisation (RubyOne, EmeraldOne et SapphireOne Auto-2017-1) et participe seule à une quatrième opération de titrisation (DiamondOne) :

- RubyOne est une opération de titrisation de créances de prêts et de contrats de location Auto,
- EmeraldOne est une opération de titrisation de créances de prêts à la consommation,
- DiamondOne est une opération de titrisation de créances de prêts inclus dans un portefeuille de créances hypothécaires,
- SapphireOne Auto 2017-1 est une opération de titrisation publique d'un portefeuille de prêts et de crédit-baux Auto.

Dans le cadre de ces opérations, MMB a acquis les parts juniors et résiduelles des FCT pour un montant de 310,6 millions d'euros au 31.12.17.

#### **4. Cession du portefeuille « crédit à la consommation » à la banque Advanzia**

My Money Bank a poursuivi en 2017, le recentrage de ses activités sur les segments répondant aux objectifs de rentabilité définis. Dans ce contexte, au second trimestre 2017, une partie significative du portefeuille de contrats de crédits renouvelables a été cédée à la banque luxembourgeoise Advanzia.

#### **5. Distribution de prime d'émission**

Dans le cadre de la stratégie de rationalisation des fonds propres de la société, une première distribution de prime a été décidée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017, à hauteurs de 37 millions d'euros. Une seconde distribution, d'un montant de 1,6 millions d'euros a été décidée lors de l'Assemblée Générale du 12 juillet 2017.

#### **6. Refinancement**

My Money Bank a recours à diverses sources de refinancement : Mise en place des véhicules de titrisation (6 véhicules à fin 2017), programmes de dépôt auprès de particuliers et d'entreprises, accès aux programmes de refinancement court terme de la BCE (MRO et LTRO). Dans ce cadre, la banque assure également :

- Le refinancement des entités d'outre-mer. La banque assure pour partie le refinancement des entités SOREFI, Somafi-Soguafi et SOCALFI, sous forme de prêts intra-groupes. Au 31 décembre 2017, le nominal des prêts accordés s'élève à 216 millions d'euros,
- Le risque de taux : Au cours de l'exercice 2017, des opérations de swaps de taux ont été mises en place afin de réduire l'exposition de la société. Par ailleurs, certaines opérations de couverture au bilan de My Money Bank ont été initiées afin de couvrir le risque de taux global du groupe Promontoria MMB.

#### **3. Changement de méthode**

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

#### **4. Principes comptables et méthodes d'évaluation**

##### **Créances sur la clientèle**

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en quatre grandes catégories, les crédits à l'habitat, les crédits à la consommation, les crédits automobiles et les crédits restructurés. Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Conformément au règlement CRC N° 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

##### **Créances saines**

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la banque, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois (ou six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers).

##### **Créances douteuses**

GE Money Bank applique la réglementation définie par le règlement CRC N° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement N° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement N° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobiliers et depuis plus de six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

##### **Créances restructurées**

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

En cas de restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Afin de couvrir le risque de non recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration, une dépréciation peut être constituée et vient s'ajouter au montant de la décote. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote restant à amortir revêt un caractère définitif et continue d'être amortie même en cas de retour en encours sain. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux.

La décote constatée lors d'une restructuration est enregistrée en coût du risque, par contre son amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés

en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés « prorata temporis » ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

#### **Dépréciations**

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits automobiles, de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Au 31 décembre 2017, les courbes de récupérations utilisées dans le cadre de la détermination de dépréciation des portefeuilles conso, Auto et DC Unsecured n'intègrent pas les récupérations de l'exercice 2017.

#### **Valorisation des garanties**

La valorisation du bien immobilier des créances possédant une garantie hypothécaire est basée sur une valeur d'expertise à partir de seuils fixés en interne pour l'immobilier d'occasion. Elle est basée sur le coût de l'opération et est corroborée par une expertise à partir des mêmes seuils pour l'immobilier neuf.

La valeur des biens immobiliers fait l'objet d'une réévaluation trimestrielle sur la base d'une méthode statistique.

#### **Provision sur risque de crédit sur portefeuilles homogènes**

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la banque comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

#### **Provision pour marge financière négative**

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2017, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

#### **Portefeuille titres**

Le portefeuille titres de GEMB est classé à la fois d'après la nature des titres et l'objectif économique qui est recherché :

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe (les titres subordonnés), actions et autres titres à revenu variable.**

Ces titres sont classés, dès leur acquisition, dans les catégories suivantes : titres de participation et de parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction, en fonction de la durée de détention prévisionnelle ou du pourcentage de détention de la participation.

Le principal poste du portefeuille titres de GEMB concerne les participations dans les entreprises liées comprenant :

- Les titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.
- Les participations dans les sociétés immobilières de promotion comprennent, outre la valeur d'inventaire des titres, les avances en compte courant qui leur sont consenties.
- Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Les participations dans les entreprises liées font l'objet de la règle d'évaluation suivante :

- Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions par le biais d'un test de dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ».

#### **Dettes envers les établissements de crédit**

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

#### **Comptes créditeurs de la clientèle**

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

#### **Dettes représentées par un titre**

Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Elles sont considérées comme des compléments d'intérêts et amorties sur les durées de vie des emprunts. Par exception à cette règle, les titres à coupon zéro sont enregistrés au passif pour le montant perçu à l'émission et majorés progressivement de la partie courue de la prime.

Par dérogation au principe de non compensation, seul le résultat net des différents éléments composant chaque produit est comptabilisé.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles	De 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau	10 ans linéaire
- Matériels	De 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis	- 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires propres au Groupe

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à MMB, des contrats ont été souscrits au niveau de la société My Money Bank auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,50%, contre 1,25% l'année précédente.

**Impôt sur les bénéfices**

Au 31 décembre 2017, aucune charge d'impôt exigible n'a été comptabilisée au compte de résultat.

**5/ Evénements post clôture**

Les principaux projets ou événements marquants intervenus depuis le 1er janvier 2018 sont les suivants :

**Projet Puma, cession de l'activité Auto Métropole**

En application des orientations stratégiques de la société, MMB a décidé de céder l'activité Auto Métropole à l'un des acteurs majeurs du crédit à la consommation sur le marché français. Ainsi, un acte de cession de fonds de commerce et de créances a été signé le 25 janvier 2018. La clôture de l'opération est prévue au cours du premier semestre de l'année 2018, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives du contrat.

**Réorganisation – Projet Swing**

Compte tenu de l'environnement économique, une réorganisation de la structure de la société est envisagée, afin de générer plus de performance, de gagner en agilité et ajuster les frais généraux à la taille de la société. Cette stratégie est concentrée sur 3 axes de transformation :

- Regroupement des équipes HQ à Paris et « Opérating » à Nantes,
- Transformation de l'IT par la création de 3 pôles de métiers,
- Organisation des opérations (OPS) optimisée pour bénéficier de la transformation digitale et accroître la productivité.

**Intégration fiscale 2018**

A compter du 1er janvier 2018, il est envisagé de mettre en place une nouvelle intégration fiscale, dont MMB serait membre et Promontoria MMB serait tête du groupe.

**6/ Autres informations****Consolidation des comptes :**

Les comptes de MMB sont consolidés dans le groupe Promontoria MMB SAS par la méthode de l'intégration globale.

**Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11) :**

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Promontoria MMB SAS.

Note 2 : Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Opérations avec les établissements de crédits	8 454	2 940
Intérêts et produits assimilés	8 700	3 051
Intérêts et charges assimilés	-246	-111
Opérations avec la clientèle	13 186	48 531
Intérêts et produits assimilés (1)	25 484	96 259
Intérêts et charges assimilés	-12 298	-47 728
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	30 450	-17 344
Intérêts et produits assimilés	38 321	6 136
Intérêts et charges assimilés	-7 871	-23 480
Autres intérêts et produits assimilés	-	-908
Total des intérêts et produits assimilés	72 505	105 446
Total des intérêts et charges assimilés	-20 415	-72 227

(1) Dont amortissement de CRC 2009-03, soit 7,6ME pour 2017 contre 35,1ME pour 2016

*Dont capitalisation du CRC 2009-03, soit 5,7M€ pour 2017 contre 7,7M€ pour 2016.*

Note 3 : Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	56 142	55 757
Loyers, indemnités et produits divers	48 708	47 939
Plus-values de cessions	7 434	7 818
Autres produits	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-46 004	-44 642
Dotations aux amortissements	-44 203	-42 708
Moins-value de cessions	-1 801	-1 934
Total	10 138	11 115

Note 4 : Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Participations	-	1
- SOREFI	-	-
- SOMAFI/SOGUAFI	-	-
- BPI	-	1
- Certificat d'association	-	-
Total	-	1

Note 5 : Commissions

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-13 227	-6 528
Commissions et produits assimilés	7 564	13 496
Commissions et charges assimilées	-20 791	-20 024
Commissions autres que sur opérations de crédit avec la clientèle	6 517	7 867
Commissions de gestion de l'encours titrisé	-	-
Produits sur prestations de service financier	10	27
Commissions de courtage d'assurance	7 004	8 188
Charges sur prestations de service financier	-497	-348
Commissions avec les établissements de crédit	-97	-67
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	-	2
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-97	-69
Total des commissions (Produits)	14 578	21 713
Total des commissions (Charges)	-21 385	-20 441

Note 6 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Opérations de change	-89	51
Opérations sur instruments financiers	-41	-
Total	-130	51

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat sur Swaps liés à la titrisation	-	-
Plus value sur cession de titres de placement	544	-
Gain sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCC	-	-
Total	544	-

Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits liés à l'assurance	6 162	5 813
Prestations intra-groupe & charges refacturées	33 458	16 690
Produits accessoires	1 214	279
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	-



Total	40 834	22 782
-------	--------	--------

  

<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>		
<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Autres charges d'exploitation bancaire (Debt sales)	-38 186	-70 836
Dotation & reprise de provisions	745	-1 229
Total	-37 441	-72 065

Note 8 : charges générales d'exploitation

**Charges générales d'exploitation**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Frais de personnel	-30 991	-30 148
Charges de retraite	-1 324	-17 317
Autres charges sociales	-13 590	-18 046
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-3 225	-4 931
Participation et intéressements des salariés	-241	-24
Autres frais administratifs	-46 907	-64 987
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-6 443	-9 471
Total	-102 721	-144 924

**Effectif moyen de l'exercice (ETP)**

<b>Exercice</b>	<b>Techniciens</b>	<b>Cadres</b>	<b>Total</b>
2017	108	414	522
2016	168	473	641

Note 9 : Coût du risque

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Coût du risque sur clientèle	67 614	17 829
Variation des dépréciations des créances douteuses	35 552	24 664
Variation des provisions sur la clientèle	42 074	25 484
Pertes sur créances irrécouvrables	-8 301	-26 953
Récupérations sur créances amorties	231	412
Actualisation CRC 2005-03	1 811	800
Décote sur restructurés	-3 753	-6 578
Autres opérations	124	-5
Risque opérationnel	-59	58
Cessions de créances	-1 002	599
Total	66 677	18 481

Note 10 : Résultat par activité

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Crédit consommation</b>	<b>Crédit immobilier</b>	<b>Crédit automobile</b>	<b>Restructuration</b>	<b>Autre</b>	<b>Total 2017</b>
Intérêts et résultat sur crédit bail						
Total intérêts	9 312	100	10 602	51 692	799	72 505
Résultat sur crédit bail	-	-	10 138	-	-	10 138
Total Intérêt et résultat sur crédit bail	9 312	100	20 740	51 692	799	82 643
Coût du refinancement (1)	-449	-3	-9 239	-10 034	-690	-20 415
Produit net d'intérêt par activité	8 863	97	11 501	41 658	109	62 228
Commissions, autres produits et charges bancaires						
Commissions (produits) et autres produits bancaires (2)	2 694	3 383	6 667	8 015	35 068	55 827
Commissions (charges) et autres charges bancaires	-23 805	-385	-22 177	-9 832	-2 628	-58 827
Commissions nettes	-21 111	2 998	-15 510	-1 817	32 440	-3 000
Produit Net Bancaire par activité	-12 248	3 095	-4 009	39 841	32 549	59 228
Coût du risque	22 078	-185	19 408	25 301	75	66 677
Contribution de chaque activité après coût du risque et avant frais généraux	9 830	2 910	15 399	65 142	32 624	125 905

(1) Le coût du refinancement est calculé selon la méthode du pool global de trésorerie, affecté proportionnellement aux encours comptables nets moyens.

(2) L'activité autre correspond essentiellement aux refacturations intra groupe.

Note 11 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Immobilisations financières	-357	-34 660
Plus ou moins-values sur titres	-37 929	7

Variation des dépréciations sur titres	37 572	-34 667
Immobilisations corporelles et incorporelles	202	-
Plus-value	247	-
Variation des dépréciations sur immobilisations incorporelles	122	-
Moins-value	-167	-
Total	-155	-34 660

## Note 12 : Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-514	-1 849
Autres produits fiscaux (1)	8 734	-
Impôt différé sur prêts à taux 0%	-	-3 923
Variation des provisions pour risques	-1 315	1 520
Impôt sur les bénéfices	6 905	-4 252

(1) Compensation financière reçue de GE France faisant suite à la sortie de MMB, du groupe d'intégration fiscale et de la perte définitive des déficits fiscaux non imputés.

## Note 13 : Dérogations aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotation à la provision pour investissement	-	-
Reprise de la provision pour investissement	-	2 574
Impact sur le résultat net de l'exercice	-	2 574

## Note 14 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité (1)

(En milliers d'Euros)	Créances et dettes rattachées		Autres éléments non ventilable (2)s		Moins de trois mois (3)		De 3 mois à 1 an		De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
<b>Actif</b>														
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	1 513	1 521	-	-	180 835	2 033	55 400	-	150 600	-	-	70 000	388 348	73 554
- Dont prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF	753	1 907	72 202	101 039	23 399	349 867	43 087	117 121	90 305	301 437	68 080	91 728	297 826	963 099
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	-	-	-	-	2 002	1 909	6 442	7 024	34 550	36 327	119 671	121 789	162 665	167 049
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 118	1 478	-	-	-	-	-	-	31 363	-	626 212	236 186	659 693	237 664
<b>Passif</b>														
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	86 669	5 970	-	-	-	-	-	-	86 669	5 970
Comptes créditeurs de la clientèle	6 195	7 363	-	-	316 010	157 126	452 727	143 869	374 823	639 792	-	79 000	1 149 755	1 027 150
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les crédits accordés sous la forme de comptes courants dits "disponibles" ou "permanents" sont ventilés en fonction de la durée théorique d'amortissement du capital restant dû résultant du tableau de fonctionnement.

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions, aux impayés, aux créances subordonnées à durée indéterminée et à la décote correspondant au CRC 2002-03.

(3) Y compris les comptes à vue.

## Note 15 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17			Au 31.12.16		
	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)	Total	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
<b>Actif</b>						
Créances sur les établissements de crédit	388 348	217 513	-	73 554	71 521	-
- Dont prêts subordonnés (3)	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	460 491	6 048	-	1 130 148	307 295	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	659 693	587 097	-	237 664	237 664	-

<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	86 669	79 672	-	5 970	3 224	-
Comptes créditeurs de la clientèle	1 149 755	124 887	-	1 027 150	513 496	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
<b>Hors bilan</b>						
Engagements de financement donnés	70 575	-	-	93 845	-	-
- En faveur d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- En faveur de la clientèle	70 575	-	-	93 845	-	-
Engagements de garantie donnés	-	-	-	-	-	-
- D'ordre d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- D'ordre de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement reçus	-	-	-	250 000	250 000	-
- Reçus d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Reçus de la clientèle	-	-	-	250 000	250 000	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	46	-	-	46	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50%.

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17			Au 31.12.16		
	Total	Dont entreprises liées	Dont participations	Total	Dont entreprises liées	Dont participations
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-	-	-	908	908	-

#### Note 16 : Créances sur la clientèle

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Encours sain (1)	392 994	1 031 136
Encours douteux net	67 497	99 012
Encours douteux	136 587	205 465
Dépréciation des créances sur la clientèle	-69 090	-106 453
Total actif	460 491	1 130 148
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-7 065	-52 023

(1) Inclut la position débitrice du cash pool et des autres comptes ordinaires débiteurs (6M€ en 2017 contre 307, 3M€ en 2016).

#### Note 16 bis : Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros)	Total au 31.12.17	Crédit Consommation	Crédit Immobilier	Crédit Automobile	Crédit Restructurés	Divers
Opérations avec la clientèle (1)						
Encours sain (*)	392 994	18 259	140	75 510	292 689	6 396
(*) Dont décote sur restructurés	-5 775	-1 852	-	-264	-3 659	-
(*) Dont créances rattachées	715	24	-	153	538	-
Encours douteux net	67 497	3 098	226	3 699	60 474	-
Encours douteux	136 587	28 595	260	24 516	83 216	-
Dont compromis	119 731	27 813	260	20 893	70 765	-
Dépréciation des créances sur la clientèle	-69 090	-25 497	-34	-20 817	-22 742	-
Total actif	460 491	21 357	366	79 209	353 163	6 396
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-9 948	-8 488	-	-1 382	-78	-
Crédit bail et location en financier (2)						
Encours sain (*)	143 296	-	-	143 296	-	-
(*) Dont décote sur restructurés	-62	-	-	-62	-	-
(*) Dont créances rattachées	26	-	-	26	-	-
Encours douteux net	6 379	-	-	6 379	-	-
Encours douteux	31 389	-	-	31 389	-	-
Dont compromis	29 403	-	-	29 403	-	-
Dépréciation des créances sur la clientèle	-25 010	-	-	-25 010	-	-
Total actif	149 675	-	-	149 675	-	-
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-	-	-	-	-	-

(1) Voir note 16.

(2) Voir note 22 bis.

#### Note 17 : Crédits par agents économiques non financiers

(En milliers d'euros)

2017	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Créances rattachées	Total
------	--------------------------	---------------------------	--------------	------------------------------	----------------------	---------------------	-------

Créances saines	37 296	4 083	344 842	6 058	-	715	392 994
Créances douteuses nettes de dépréciations	665	1 444	65 350	-		38	67 497

2016	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Autres agents non financiers	Clientèle financière	Créances rattachées	Total
Créances saines	59 438	20 003	652 445	297 404	-	1 846	1 031 136
Créances douteuses nettes de dépréciations	911	2 109	95 930	1		61	99 012

Note 18.1 : Titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Obligations et autres titres à revenu fixe	657 574	236 185
Créances rattachées sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 407	1 004
Actions et autres titres à revenu variable	2	1
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	710	474
Total	659 693	237 664

Note 18.2 : Différences entre le prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement (1)

(En milliers d'euros)	Décotes/Surcotes nettes restant à amortir			
	Au 31.12.17		Au 31.12.16	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
Marché obligataire	16	7 244	-	-
Marché Monétaire	-	-	-	-
Total	16	7 244	-	-

(1) Les primes ou décotes/surcotes constatées lors de l'acquisition de titres sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné.

Note 19 : Participations, parts dans les entreprises liées (net de provisions)

(En milliers d'euros)	Au 31.12.17			Au 31.12.16		
	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total	Participations	Parts dans les entreprises liées	Total
Filiales	-	59 600	59 600	-	123 998	123 998
(50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	59 753	59 753	-	161 251	161 251
Dépréciation	-	153	153	-	37 253	37 253
Participations	-	-	-	-	-	-
(10 à 50 % du capital détenu)						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Autres participations	133	-	133	125	2 514	2 639
(Moins de 10 % du capital détenu)						
Valeur brute	133	-	133	125	2 986	3 111
Dépréciation	-	-	-	-	472	472
Total	133	59 600	59 733	125	126 512	126 637
Dont						
- Etablissements de crédit	133	59 640	59 773	125	128 414	128 539

Note 20 : Immobilisations

(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31.12.16	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2016	Valeur nette au 31.12.16	Variation 2017			Valeur brute au 31.12.17	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2017	Valeur nette au 31.12.17
				Acquisitions	Cessions/Sorties	Transferts/Autres			
<b>Immobilisations incorporelles (1)</b>	58 391	-54 794	3 597	217	-122		58 486	-56 026	2 460
Immobilisations corporelles	14 216	-12 318	1 898	1 848	-1 229	-	14 835	-12 130	2 705
Immeubles - Exploitation	518	-315	203	-	-518	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	14	-	14	-	-		14	-	14
Matériel et mobilier	8 641	-8 154	487	857	-48		9 450	-8 437	1 013
Autres immobilisations corporelles	5 006	-3 849	1 157	991	-660		5 337	-3 693	1 644
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	37	-	37		-3		34	-	34
Immobilisations financières	400 548	-37 725	362 823	568 478	-251 564	-	717 462	-153	717 309
<b>Titres de placement (2)</b>	236 186	-	236 186	477 311	-55 921		657 576	-	657 576
Titres de participation	125	-	125	8			133	-	133
Parts dans les entreprises liées	164 237	-37 725	126 512	91 159	-195 643	-	59 753	-153	59 600

(1) Dont 28 millions d'euros au titre du mali de fusion de la société Royal St Georges banque, les autres éléments incorporels correspondent essentiellement à des logiciels.

(2) Hors créances rattachées

	Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2016	Variation 2017		Dépréciations ou amortissements cumulés au 31.12.2017
		Dotations	Reprises	
<b>Immobilisations incorporelles</b>	-54 794	-1 353	121	-56 026
Immobilisations corporelles	-12 318	-679	867	-12 130
Immeubles - Exploitation	-315	-12	327	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-8 154	-329	46	-8 437
Autres immobilisations corporelles	-3 849	-338	494	-3 693
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	-	-	-	-
Immobilisations financières	-37 725	-	37 572	-153
Titres de placement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-37 725	-	37 572	-153

Note 21 : Détail des intérêts par poste de bilan

**Intérêts à recevoir**

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Créances sur les établissements de crédit	1 513	1 520
Créances sur la clientèle	753	1 907
Immobilisations financières	2 118	1 478
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	4 384	4 905

**Intérêts à payer**

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	6 195	7 362
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	6 195	7 362

Note 22 : Opérations de crédit bail et location avec options d'achat

(En milliers d'Euros)	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Immobilisations (1)	131 205	122 252
Créances rattachées	8 674	10 416
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	8 674	10 416
Loyers courus non échus	-	-
Total	139 879	132 668

**(1) Immobilisations**

	Valeur nette au 31.12.16	Valeur brute au 31.12.17	Dépréciations cumulées au 31.12.17	Valeur nette au 31.12.17
Crédit -bail				
- Immobilisations louées	122 252	220 979	89 774	131 205

**(2) Comptes débiteurs de la clientèle**

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Encours sains	2 087	2 095
Encours douteux net	6 587	8 321
Encours douteux	30 875	37 116
Dépréciation des créances sur la clientèle	-24 288	-28 795
Total	8 674	10 416

Note 22 bis : Passage du bilan social au bilan financier justification de la marge financière

(En milliers d'Euros)	Social	Financier
Encours sains	133 293	143 296
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	131 205	141 182
Immobilisation en cours	-	-

Impayés sains	2 088	2 088
I C N E	-	26
Encours douteux	30 874	31 389
Capital restant du	-	512
Impayés douteux	30 874	30 875
I C N E	-	2
Dépréciations de créances douteuses	-24 288	-25 010
Encours nets	139 879	149 675
Divers		
Marge financière de N-1		-4 275
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-2 775	-
Dépréciation de CRD douteux	-	0
Complément de provisions	-	0
IS latent		-4 321
Ecart à régulariser		-20
Marge financière de l'exercice		-3 955
Provision pour marge financière négative	-	
Total	137 104	137 104

## Note 23 : Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'Euros)

Autres actifs	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Fournisseurs débiteurs	329	430
Personnel	103	515
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	1 381	1 100
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	1 444	450
Groupe et associés - IS	-	703
Assurances	5 844	1 352
Apporteurs et partenaires	-	94
Dépôts, avances et cautionnements	1 256	977
Divers	13 508	6 892
Divers douteux	-	-
- Brut	-	-
- Dépréciations	-	-
Total	23 865	12 513

Autres passifs	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	306	495
Fournisseurs	927	945
Opérations de crédit-bail et location simple	1 032	1 513
Personnel - divers	6 907	6 475
Personnel - participation des salariés	241	376
Sécurité sociale et organismes sociaux	6 532	6 371
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	3 017	2 412
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	2 134	3 188
Groupe et associés - IS	2 586	4 065
Assurances	1 761	2 101
Assistance	1	2
Frais de recouvrement	180	189
Apporteurs et partenaires	19	71
Charges à payer	18 650	16 788
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Total	44 293	44 991

## Note 24 : Comptes de régularisation

(En milliers d'Euros)

Actif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Valeurs reçues à l'encaissement	4 160	1 906
Pertes Potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	3 600	-
Charges à répartir	2 152	3 473

Charges constatées d'avance	419	884
Produits à recevoir	2 632	2 412
- Produits sur assurances	1 821	1 301
- Autres	811	1 111
Comptes de régularisation divers	9 792	11 441
- Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
- Compte de régularisation divers	9 792	11 441
Total	22 755	20 116

Passif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Gains Potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	2 180	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	2 918	-
Produits constatés d'avance	9 219	11 965
- Opérations de crédit	-	-
- Opérations de crédit bail et location	2 775	2 785
- Produits financiers autres	-	-
- Etalement du prêt à taux 0%	-	-
- Divers	6 444	9 180
Charges à payer	43 936	39 308
- Charges financières - Autres	-	-
- Commissions et points fidélités	7 545	6 999
- Comptes de régularisation divers	36 391	32 309
Total	58 253	51 273

Note 25 : Variation des dépréciations et provisions

(En milliers d'Euros)

Principales dépréciations déduites de l'actif	Au 31.12.16	Dotations	Reprise	Au 31.12.17
Créances sur la clientèle	106 453	13 375	-50 738	69 090
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	37 725	-	-37 572	153
Crédit-bail	28 795	1 017	-5 524	24 288
Immobilisations incorporelles	36 288	127	-122	36 293
Autres actifs	-	-	-	-
Total	209 261	14 519	-93 956	129 824

Provisions non bancaires	Au 31.12.16	Dotations	Reprise		Au 31.12.17
			Utilisée	Non utilisée	
Charges de retraite complémentaire	64 671	322	-2 683	-	62 310
Risques sur sociétés de constructions	-	-	-	-	-
Redressements fiscaux	1 813	3 129	-1 813	-	3 129
Divers non bancaire	32 955	161	-30 456	-857	1 803
Total	99 439	3 612	-34 952	-857	67 242

Provisions bancaires	Au 31.12.16	Dotations	Reprise		Au 31.12.17
			Utilisée	Non utilisée	
Risques sur engagements hors-bilan	-	1 270	-262	-	1 008
Sur la clientèle	52 023	387	-42 462	-	9 948
Total	52 023	1 657	-42 724	-	10 956

Note 26 : Tableau de variation de la situation nette

(En milliers d'euros)

	Réserve générale	Capital (1)	Reserve légale	Prime d'émission	Prime de fusion	Réserve générale	Reserve indisponible	Report à nouveau réservé aux commanditaires	Report à nouveau réservé aux commandités
2016	Ouverture après affectation du résultat de 2015	594 078	23 920	101 671	34 771	-	-1 779	-81 580	-9 063
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2016	-	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	594 078	23 920	101 671	34 771	-	-1 779	-81 580	-9 063
	Affectation du résultat 2016	-	-	-	-	-	-168 688	-	-
	Capitaux propres après affectation	594 078	23 920	101 671	34 771	-	-170 467	-81 580	-9 063
2017	Réduction du capital social (2)	-131 603	-	-	-	-	40 960	81 580	9 063
	(4)								

Affectation réserve indisponible (2)	-	-	-6 956	-34 771	-	41 727	-	-
Réduction du capital social (3)	-125 896	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital social (4)	-88 040	-	-	-	-	88 040	-	-
Augmentation du capital social (4)	27 615	-	-27 615	-	-	-	-	-
Distribution prime émission (4) (5)	-	-	-38 625	-	-	-	-	-
Résultat de l'année 2017	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	276 154	23 920	28 475	-	-	260	-	-
Affectation du résultat 2017	-	1 395	-	-	-	26 506	-	-
Capitaux propres après affectation (6)	276 154	25 315	28 475	-	-	26 766	-	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La défense

(2) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de 1,7M€ par imputation sur le compte de réserve négative "passage à l'euro", de 90,6M€ par apurement du RAN Débitaire et pour 39,1M€ par affectation à un compte de réserve indisponible en prévision de l'apurement des pertes 2016.

(3) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 (8ème résolution) et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de MMB de 125,9M€, par transfert des titres/droits sociaux de GE SCF au bénéfice de GEC SAS.

(4) Selon résolutions de l'AG mixte du 28/03/2017 : Réduction du capital social de MMB de 88M€, par ajustement du poste réserve indisponible et augmentation du capital social de 27,6M€ par incorporation de prime d'émission, pour compenser la perte des droits sociaux du commandité, suite à transformation juridique de SCA en SA. Distribution à hauteur de 37M€ au profit de PROMONTORIA MMB, de prime d'émission.

(5) AGO du 12/07/2017 : Distribution au profit de Promontoria MMB, d'une somme de 1,6M€ par prélèvement sur le poste prime d'émission.

	Réserve générale	Provision pour investissement	Résultat	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions (en euros)	Dividende net attribué à chaque action (en euros)
2016	Ouverture après affectation du résultat de 2015	2 574	-	664 592	-	38 955 936	17,06	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-2 574	-	-2 574	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2016	-	-168 688	-168 688	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	-	-168 688	493 330	-	38 955 936	12,66	-	-
	Affectation du résultat 2016	-	168 688	-	-	-	-	-4,33	-
2017	Capitaux propres après affectation	-	-	493 330	-	38 955 936	12,66	-	-
	Réduction du capital social (2) (4)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Affectation réserve indisponible (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Réduction du capital social (3)	-	-	-125 896	-	-	-	-	-
	Réduction du capital social (4)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Augmentation du capital social (4)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Distribution prime émission (4) (5)	-	-	-38 625	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2017	-	27 901	27 901	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	-	27 901	356 710	-	43 284 373	8,24	-	-
	Affectation du résultat 2017	-	-27 901	-	-	-	-	0,64	-
	Capitaux propres après affectation (6)	-	-	356 710	-	43 284 373	8,24	-	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que My Money Bank est consolidée dans les états financiers de MMB PROMONTORIA, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La défense

(2) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de 1,7M€ par imputation sur le compte de réserve négative "passage à l'euro", de 90,6M€ par apurement du RAN Débitaire et pour 39,1M€ par affectation à un compte de réserve indisponible en prévision de l'apurement des pertes 2016.

(3) Selon résolutions de l'AGE du 23/11/2016 (8ème résolution) et accord ACPR du 02/01/2017 : Réduction du capital social de MMB de 125,9M€, par transfert des titres/droits sociaux de GE SCF au bénéfice de GEC SAS.

(4) Selon résolutions de l'AG mixte du 28/03/2017 : Réduction du capital social de MMB de 88M€, par ajustement du poste réserve indisponible et augmentation du capital social de 27,6M€ par incorporation de prime d'émission, pour compenser la perte des droits sociaux du commandité, suite à transformation juridique de SCA en SA. Distribution à hauteur de 37M€ au profit de PROMONTORIA MMB, de prime d'émission.

(5) AGO du 12/07/2017 : Distribution au profit de Promontoria MMB, d'une somme de 1,6M€ par prélèvement sur le poste prime d'émission.

#### Note 27 : Filiales et participations au 31 décembre 2017

	Capital (en milliers d'euros)	Capitaux propres (1) autres que le capital (en milliers d'euros)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable brute des titres détenus (en milliers d'euros)	Valeur comptable nette des titres détenus (en milliers d'euros)	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés (en milliers d'euros)	Montant des avals et cautions fournis par la société (en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires du dernier exercice (hors taxes) (en milliers d'euros)	Bénéfice ou perte du dernier exercice (en milliers d'euros)	Dividendes encaissés par la société au dernier exercice (en milliers d'euros)	Observations
<b>I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication</b>											
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :											
SOREFI	8 156	59 240	100,00	15 639	15 639	106 000	-	72 914	5 855	-	-
5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE											
SOMAFI SOGUAFI	21 181	101 332	99,99	42 548	42 548	48 000		70 134	5 257	-	-
ZI les MANGLES											
ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN											
<b>II - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou</b>											



<b>participations :</b>											
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	1 566	1 413	62 347	-	-	-	-	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés Françaises (ensemble)	-	-	-	133	133	-	-	-	-	-	-

(1) Dont résultat de l'exercice en cours.

## Note 29 : Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)

Nombre de titres	Nature	Valeur nette	Dont plus-value de réévaluation
9 705	<b>I - Titres de placement</b>		
	Titres des tranches juniors & Mezzanines souscrites lors des émissions RMBS et ABS	585 713	-
	Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)	71 860	-
	Autres titres à revenu variable	2	-
	Créances rattachées	2 118	-
	Total titres de placement	659 693	-
	<b>II - Titres de participation</b>		
	Actions BPI (ex OSEO)	65	-
	Certificat d'association Fonds Garantie des dépôts	68	-
	Total titres de participation	133	-
543 718 1 412 078 175 020 9 999	<b>III - Titres de filiales</b>		
	Actions SOREFI	15 639	-
	Actions SOMAFI-SOGUAFI	42 548	-
	Actions SOCALFI	1 453	-
	Parts Alcor & Cie SNC	150	-
	Total titres de filiales	59 790	-
	Participations dans les sociétés immobilières de promotion non cotées (1)	0	-
	Titres de participation et de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 € par valeur		-
	Total	719 616	-

(1) Conformément au Plan Comptable Bancaire, la somme inscrite sous cette rubrique comprend la valeur d'inventaire des titres et les avances en compte courant consenties aux sociétés immobilières

## Note 30 : Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	Au 31.12.17	
	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux (*)		
Ventilation par durée résiduelle	1 595 353	
- A moins d'un an	574 297	-
- D'un an à cinq ans	986 151	-
- A plus de cinq ans	34 905	-
Ventilation par contreparties	1 595 353	-1 477
- Administrations centrales et assimilées	-	-
- Etablissements de crédit	1 595 353	-1 477
- Autres contreparties	-	-

(\*) Il s'agit de contrats conclus sur le marché de gré à gré.

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Assemblée générale de la société My Money Bank S.A.,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société My Money Bank S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

## - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **- Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **- Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients et de la provision statistique sur portefeuilles homogènes**

##### ***Risque identifié :***

My Money Bank S.A comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités pour un montant de 69 millions d'euros à l'actif et de 7 millions d'euros au passif au 31 décembre 2017 comme indiqué dans la note 4 de l'annexe des comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle en se fondant sur l'historique des récupérations sur créances amorties effectuées après leur date de passage en perte. Elle comptabilise également au passif du bilan des provisions pour risque de crédit estimées sur base collective et fondées sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

L'estimation des provisions fait appel au jugement et relève d'estimations comptables du fait de l'incertitude sur les montants qui seront recouverts ainsi que des délais pour les recouvrer.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés ainsi que de la valeur des garanties associées.

##### ***Procédures d'audit mises en œuvre :***

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sous-jacentes et le bien-fondé des hypothèses retenues par la Direction pour déterminer le montant comptabilisé au titre des dépréciations des créances à l'actif du bilan et le montant comptabilisé au passif du bilan au titre des provisions statistiques estimées sur base collective.

Nous avons :

- pris connaissance et évalué les procédures de contrôle interne mises en place pour s'assurer du correct respect des normes comptables françaises relatives au risque de crédit ;
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces procédures.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle, nos travaux ont consisté à vérifier par sondages, l'adéquation du montant de la dépréciation et de la correcte valorisation des garanties.

Lorsque la provision a été calculée sur base collective, nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes :

- évaluation de la qualité des données utilisées dans les modèles ;
- appréciation de la pertinence des hypothèses retenues par le management ;
- vérification de l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- analyse de l'évolution des taux de dépréciation entre les arrêtés comptables.

#### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

#### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **- Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société My Money Bank S.A. par l'assemblée générale du 30 mai 1997 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2011 pour le cabinet RSM Paris (à travers le cabinet Expertise et Audit SA, devenu par la suite membre du réseau RSM Paris).

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG S.A était dans la 21ème année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 7ème année de sa mission sans

interruption.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **- Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **- Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit**

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 27 avril 2018

Paris, le 27 avril 2018

*Les commissaires aux comptes*

**KPMG Audit**  
Département de KPMG S.A.  
Fabrice Odent  
Associé

**RSM Paris**  
Sébastien Martineau  
Associé

## **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de My Money Bank S.A., sis au 20 avenue André Prothin 92063 Paris La Défense cedex.